

# Le lambertisme à la croisée des chemins

Écrit à l'origine en vue d'un numéro sur le trotskysme français que nous préparions ensemble, ce texte a d'abord été publié dans le tome 1 de *Passions révolutionnaires et rigueur historienne*, qui rassemble la quasi-totalité de ses écrits, après son décès brutal survenu en juin 2005.

Nous le reproduisons ici parce qu'il apporte un éclairage important sur l'une des «trois sœurs» du trotskysme français, notamment sur sa politique en matière électorale, qui nous intéresse plus particulièrement dans ce numéro.

Nous ne partageons pas son point de vue sur la «rigueur» des lambertistes dans leur presse (citer abondamment la presse patronale ou les documents des organisations internationales – FMI, OCDE, ONU, UE, Banque mondiale – pour les critiquer ne suffit pas, même si cela peut sembler superficiellement plus riche que l'argumentaire du «gauchiste» moyen; il faut encore disposer d'une analyse du capitalisme qui ne se réduise pas à la vulgate sociale-démocrate ou syndicaliste); ni sa critique trop modérée du chauvinisme du PT; ni ses craintes concernant les tendances «totalitaires» ou «corporatistes» de l'UE, mais l'essentiel est ailleurs: Karim avait fait l'effort de décortiquer le plus systématiquement et le plus honnêtement possible les textes du PT pour en faire ressortir la cohérence ou les contradictions. Travail que personne ne s'est avisé d'effectuer avec autant de soin et de rigueur, et en situant les positions du PT dans le cadre de son évolution sur le long terme. La revue a déjà publié un article, plus court, de Karim Landais sur «Le Parti des travailleurs et l'Europe» dans le n° 13-14, en 2005.

*Ni patrie ni frontières*

## Le mythe des origines

Il n'est pas aisé d'identifier les raisons exactes de la fondation du Parti des travailleurs (PT) par le PCI (Parti communiste internationaliste, trotskyste) en 1991. Le contrôle de la mémoire, même chez les anciens militants, a à ce point affûté les subjectivités qu'il est difficile de savoir si l'on pourra véritablement un jour relater l'histoire du mouvement lambertiste, ce courant politique né de la scission du principal parti trotskyste français en 1952 et animé essentiellement depuis 1955, et sous différentes appellations, par le dénommé Pierre Lambert.

Il semble que le PCI ait cherché à concrétiser une déviation opportuniste dont l'objet était d'associer de la manière la plus étroite possible le parti à ses contacts militants au sein du syndicat Force Ouvrière, en définitive de s'adapter à celui-ci, ou au sein d'autres structures larges. En 1985, il fonde le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), puis le Parti des travailleurs, parti fondé sur une charte minimaliste qui stipule: «Il combat pour la reconnaissance de la lutte des classes, pour la laïcité de l'École et de l'État, pour l'abrogation des institutions antidémocratiques de la Cinquième République, et pour l'indépendance réciproque des partis et des syndicats.» Il combat enfin pour la convocation d'une Assemblée nationale constituante et souveraine qui «décidera des formes de la démocratie voulue par le peuple». Il comporte quatre courants: un courant communiste, un courant socialiste, un courant anarcho-syndicaliste et un courant communiste internationaliste (CCI, trotskyste).

Du point de vue théorique, l'initiative peut sembler liée à deux principes: la formulation, au début des années 80, de la «ligne de la démocratie» et la continuation de la tactique trotskyste de «front unique».

[Il faut ici donner quelques précisions. Dans ses statuts, le PCI reconnaissait le droit de tendance,

«c'est-à-dire le droit pour des militants du parti de se regrouper sur la base d'une orientation politique ouvertement défendue au sein du parti, droit qui se situe dans le cadre de l'action centralisée du parti». «La fraction se distingue de la tendance en ce qu'elle tend à instaurer une discipline en son sein, par exemple une discipline générale de vote». Le courant, lui, est une entité plus floue, proche de la tendance.]

En apparence, en effet, le MPPT peut sembler prolonger l'initiative des Comités d'alliance ouvrière (CAO), lancée en 1968 par l'Organisation communiste internationaliste (OCI) pour associer des non-trotskyistes aux militants de l'OCI sur une base d'action commune. En réalité, l'opération en est une caricature.

«Défini en 1921 par le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, le front unique consiste en une unité des militants et des organisations ouvrières (en particulier communistes et social-démocrates) sur des revendications précises et limitées» [Jean-Jacques Marie, *Le trotskysme et les trotskystes*, A. Colin, 2002, p. 211]. «Les principes qui le gouvernent peuvent être résumés par la métaphore militaire: "Marcher séparément, frapper ensemble." Cela veut dire tout à la fois l'indépendance politique et organisationnelle des forces révolutionnaires prolétariennes, et l'unité d'action contre un ennemi commun.» («Le front unique», in *Théorie marxiste*, sur le site de Pouvoir Ouvrier, 4 octobre 2000.)

Le Front unique ouvrier en est théoriquement une version radicalisée: il s'agit «de créer le maximum d'unité d'action pour le prolétariat contre la bourgeoisie. Au cœur de cette tactique se trouve le besoin de l'indépendance de classe. Son principe fondamental est le défi lancé par l'organisation révolutionnaire aux dirigeants réformistes ou centristes des organisations ouvrières de masse ou d'une certaine taille: "Rompez avec la bourgeoisie !"» (*ibidem*) Mais si le front unique ouvrier a été le mot d'ordre principal de l'OCI-PCI dans les années 70 et 80, il faut noter que ces principes peuvent être interprétés de diverses manières. (Ainsi du «Front unique à la base», prôné par le Parti communiste en direction des militants communistes et socialistes mais contre la direction de la SFIO. Plus récemment, des dirigeants socialistes, ex-trotskyistes, ont prétendu rappeler à leurs anciennes formations quel était le sens du front unique: toujours voter pour la gauche contre la droite. Voir I.M., «Au Parti socialiste, l'extrême gauche décryptée par ses ex», in *Le Monde*, 6 décembre 2003.)

Il semble que l'interprétation lambertiste appliquée à partir du début des années 80 en soit un véritable travestissement opportuniste, oubliant que le front unique consiste en une unité conditionnée, visant sur le long terme à amener les autres militants et organisations sur ses propres positions. De ce fait, l'initiative de 1984-1991 ne ressemble ni à celle des CAO, ni à la stratégie dite de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), qui était promulguée par l'OCI dans les années 60-70. Il se trouve que l'année de création du MPPT par le Parti communiste internationaliste, 1985, suit l'année d'exclusion de Stéphane Just, dirigeant historique du courant lambertiste.

En effet, les conceptions de ce dernier, ainsi que celles des quelques militants qui l'entourent, posent un problème à l'application en interne de la nouvelle ligne, dite «de la démocratie». Car il semble que ce qui était une préconisation strictement tactique devienne, pour Lambert, et selon Stéphane Just, une «ligne politique fondamentale» (Stéphane Just, «De l'utilisation tactique à la ligne de la démocratie», in *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du Parti communiste internationaliste*). Il se serait agi, pour le Parti communiste internationaliste, d'utiliser d'une part les illusions des masses envers la démocratie (bourgeoise), et de s'insérer d'autre part dans la crise du Parti socialiste (qualifié par Lambert de parti ouvrier parlementaire), afin de faire éclater la contradiction entre l'existence d'un parlement à majorité PS-PC et le régime de la Cinquième République, dans lequel ce parlement est marginalisé [...]. L'objectif avoué de cette orientation est d'ouvrir une crise institutionnelle permettant de substituer à la Cinquième République une véritable démocratie parlementaire, dans laquelle la majorité PS-PCF de l'Assemblée pourrait gouverner au compte des masses laborieuses» [Daniel Assouline, *Crise du PCI lambertiste, Eléments de bilan (pour un congrès trotskyste)*, *La Vérité* (LOR), 1986, p. 8].

Il s'agit donc d'un projet bien en deçà du réformisme. Or, il se pourrait que cette conception soit à l'origine des positions politiques du Parti des travailleurs: en projetant d'instrumentaliser les illusions démocratiques des masses pour les jeter à l'assaut de la Cinquième République, le PCI renforce plus la foi en la République qu'en la Révolution.

Après s'être enchaîné au Parti socialiste en appelant en 1981 à voter Mitterrand dès le premier tour, après avoir demandé à la majorité PS-PCF qu'elle marque une rupture en décrétant qu'elle s'appuie sur le pouvoir qui lui a été conféré par les urnes pour appliquer son programme, le PCI subit le tournant de la rigueur et la dérive du Parti socialiste. Celle-ci est si importante qu'elle remet en cause la conception traditionnelle du PCI qui veut que, en cas de crise, les travailleurs se tournent vers les organisations traditionnelles de leur classe, ce qui justifie le front unique. Il est vrai que le Parti socialiste et le Parti communiste ne peuvent plus prétendre à ce statut: pour pallier cette situation, pour représenter «la majorité de 1981», le PCI impulse le MPPT, puis le Parti des travailleurs, qui pourrait se présenter, au terme de quelques contorsions idéologiques, comme une organisation de front unique permanent (Résolution adoptée par le 29<sup>e</sup> congrès du Parti communiste internationaliste, *Informations Ouvrières* n° 1191, janvier 1985, p. 6).

En effet, en étant constitué de différents courants (trotskyste, communiste, socialiste, anarcho-syndicaliste), celui-ci aspire à devenir la seule véritable organisation de la classe ouvrière, notamment en récupérant les militants sincères qui ne manqueront pas d'être déçus par la «nouvelle» politique des partis socialiste et communiste. Pour ce faire, le PCI déclare se dissoudre, en 1992, en simple Courant communiste internationaliste (CCI) du Parti des travailleurs, à égalité avec les trois autres. Or, s'il semblait auparavant entendu en interne, suivant les conceptions traditionnelles du parti, qu'il s'agissait là de considérations tactiques destinées à former un cadre de réception des militants déçus en attendant leur conversion au trotskysme, la réalité doit nuancer ce schéma préconçu, auquel les «justiens» étaient notamment attachés.

(Le terme de «justiens» est employé pour désigner les militants ayant quitté le PCI avec Stéphane Just ou à la suite de l'action de son Comité au sein du Parti communiste internationaliste. Il peut également désigner les militants du Comité une fois celui-ci transformé en organisation ainsi que, après la mort de Stéphane Just en 1997, les militants répartis dans les cinq structures concurrentes nées de la scission de l'organisation...)

Toutefois, cela ne veut pas dire, loin de là, que le lambertisme en a enfin fini avec ses pratiques de noyautage. Cela dit, le nouveau parti n'est ni une nouvelle SFIO, ni tout à fait un instrument entre les mains des trotskystes. Car s'il est vrai que le CCI semble aujourd'hui rassembler la moitié des cotisants et la majorité des militants, si les dirigeants du Parti des travailleurs y appartiennent également, si les courants autres que le courant trotskyste semblent n'avoir guère d'existence réelle, il semble que le Parti des travailleurs ait outrepassé sa vocation initiale de simple parti-croupion. Il apparaît que la volonté de contrôle, qu'il s'agisse de celle du parti ou de ses chefs, a émoussé la doctrine au point de faire en sorte qu'être trotskyste n'est plus le but ultime: le lambertisme est au-delà du trotskysme, et ses positions électorales, notamment, illustrent le chemin parcouru par un courant politique qui est passé du trotskysme, avec ses erreurs, au commencement du social-chauvinisme le plus dangereux. En effet, c'est bien à partir du Parti des travailleurs que le noyautage s'exerce.

Or, ce parti, à bien des égards, reste un vrai mystère. Dénoncé comme l'initiateur de nombreuses pratiques d'infiltration, il répond qu'il s'agit là de propagande bourgeoise. Pointé du doigt par ses ex-militants pour ce qui concerne l'absence de démocratie interne, il s'écrie qu'il s'agit là de calomnies de «renégats». Quasiment absent des médias pour ce qui est de ses positions politiques quotidiennes, le Parti des travailleurs affirme qu'il s'agit là d'un complot qui prouve que son activité dérange. Pourtant, il est clair que, si le grand public peut ignorer jusqu'à l'existence du PT, et que ce parti ne fait par ailleurs aucun effort pour arranger cette situation, son programme et sa culture politique sont également mal connus de l'étroit milieu des militants ouvriers et révolutionnaires. Il est vrai que lui-même tend à s'en écarter, rejetant le qualificatif d'«extrême gauche», pour privilégier une image et une situation de citadelle ouvrière assiégée par des forces réactionnaires coalisées. Dès lors, il faut avouer que bien des idées circulent sur son compte et que, du fait que celles-ci manquent d'argumentation ou de précision, elles sont conduites à en rester au statut de rumeurs, emprisonnant public et militants dans le cadre d'une seule alternative: adhérer au discours que l'organisation produit sur elle-même ou participer à sa diabolisation sans se soucier du flou ambiant.

Cet article n'a pas la prétention de combler ce vide; mais il pouvait apparaître comme utile, alors que le trotskysme, «spécialité française», représenté dans l'Hexagone par au moins 18 entités, y a réalisé en 2002 un score électoral de 10%, d'éclairer la nature exacte du Parti des travailleurs et de proposer un panorama de ses positions électorales. Les élections, en effet, semblent être à même de susciter la cristallisation des traits caractéristiques de son programme et de sa culture politique, en particulier sur un point prédominant: le rejet de l'Europe.

### **Une originalité bienvenue: le problème européen**

La réflexion sur la question européenne n'est pas absente au sein des autres formations d'extrême gauche, et à plus forte raison de Lutte ouvrière (LO) et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui possèdent des députés européens. Or, nulle part ailleurs qu'au Parti des travailleurs, si l'on excepte l'Union des anarcho-syndicalistes (UAS), elle n'acquiert cette dimension rien moins que structurante. Et s'il est clair qu'il s'agit d'une évolution politique non décelable au temps de l'OCI, il est difficile de définir s'il s'agit aussi d'une réactualisation de conceptions antérieures ou seulement d'une simple adaptation opportuniste à une situation qui a le mérite, du fait de la casse du régime républicain, de donner une base plus concrète à la «ligne de la démocratie».

Quoi qu'il en soit, il s'agit bel et bien d'une relecture de la situation nationale à l'aune de nouveaux repères, ceux-ci présentant l'avantage, toujours par rapport aux autres formations, de pousser vers une théorisation et une caractérisation de la construction européenne. Or, pour comprendre quelle conception prévaut au sein du Parti des travailleurs, le plus simple est de lire *Informations Ouvrières* en période d'élections. Par exemple, pour le Parti des travailleurs, la décision à prendre quant à la présentation ou non d'un candidat aux élections présidentielles de 2002 doit s'examiner à la lumière de quatre constatations:

– «la situation qui est faite aux travailleurs et à la jeunesse est marquée par les plus graves attaques qu'on ait connues depuis longtemps»;

– «la politique qui est dictée par l'Europe de Maastricht est porteuse des plus grandes remises en cause de la démocratie et des conquêtes sociales»;

– «cette offensive contre la démocratie et les droits ouvriers provoque dans ce pays un rejet grandissant, rejet qui s'exprime d'abord et avant tout sur le terrain social»;

– «Cet immense mouvement de rejet va également s'exprimer dans le cadre des élections par un mouvement d'abstention ouvrière et populaire, qui, sans aucun doute, va atteindre des proportions sans précédent» (Daniel Gluckstein, «Le Parti des travailleurs sera présent à l'élection présidentielle», conférence de presse à l'issue du conseil national du PT, les 12 et 13 janvier 2002, *Informations Ouvrières*, n° 521, 16 janvier 2002).

L'Union européenne est en effet accusée de mener une politique «anti-ouvrière et antidémocratique» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002). Et sa construction est un phénomène capital aux yeux du Parti des travailleurs: «Le traité de Maastricht, adopté par 51% des voix lors d'un référendum en 1992, donne aux institutions européennes un grand nombre de pouvoirs dans les domaines économique, financier et social. Le Parti des travailleurs a mené campagne pour le non; à ses yeux, Maastricht a pour fonction d'organiser, au nom de la liberté de la concurrence, la privatisation des services publics, la réduction des droits sociaux et des retraites, le démantèlement des mutuelles alignées sur les assurances privées» (Jean-Jacques Marie, *Le trotskysme et les trotskystes*, p. 165).

Plus encore, «dans le cadre des institutions de Maastricht, il n'y a plus d'espace pour la démocratie» (Daniel Gluckstein, «Le temps du mépris», éditorial d'*Informations Ouvrières*, n° 515, 28 novembre 2001, p. 1). Le Parti des travailleurs partage avec l'Union des anarcho-syndicalistes l'idée d'une véritable «contre-révolution» («Déclaration de l'Union anarcho-syndicaliste», décembre 2002, in *L'Anarcho-Syndicaliste* [Des anarchistes dans la lutte des classes: de 1960 à aujourd'hui], Groupes Fernand Pelloutier, 2003, p. 199). La «ligne de la démocratie», autrefois dénoncée par Stéphane Just comme bancal, se révèle être tout à coup d'une criante actualité.

En effet, cette Europe serait porteuse d'un projet de société corporatiste, basé notamment sur l'intégration des syndicats à l'Etat, comme dans l'Italie fasciste et la France de Pétain, et ce par le biais notable de la Confédération européenne des syndicats (CES), organisatrice du dialogue social, donc de la collaboration entre les classes. Cette nouvelle société serait chapeauté par le principe de subsidiarité, issu de la doctrine sociale de l'Eglise, qui, comme le précise l'article I du traité de Maastricht, est le principe de fonctionnement de l'Union européenne.

Il s'agirait donc d'un type particulier de totalitarisme et de collaboration/intégration, directement inspiré de *Rerum Novarum*, notamment du fait de l'influence cléricale et vaticane (il est vrai que, selon *L'Anarcho-Syndicaliste*, au début des années 80, un tiers des députés socialistes étaient passés par des organisations, notamment de jeunesse, catholiques), par les biais notables du Parti socialiste (Jacques Delors, par exemple) et de la CFDT, cette dernière étant perçue comme non décléricalisée (Voir Denis Parigaux, *L'Eglise et la classe ouvrière: l'Action catholique et la CFDT. Le sens d'un engagement politique*, Les tribunes libres d'*Informations Ouvrières*, Selio, 1987).

Or, voici comment l'Eglise définit le principe de subsidiarité: «Que l'autorité publique abandonne aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort; elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement, les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir: diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportement, les circonstances ou la nécessité l'exigent. Que les gouvernements en soient donc bien persuadés: plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction de subsidiarité de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques» (Encyclique *Quadragesimo Anno*).

Ce principe, en garantissant la subordination au sein d'une hiérarchie sagement ordonnée, explique le rôle directeur joué par les institutions de Bruxelles, et notamment par la Commission européenne, en matière de droit social. Le Parti des travailleurs dénonce une démocratie et des élections vidées de leur sens: le Parlement européen ne serait qu'un parlement croupion, avec une simple vocation consultative; le principe des ordonnances permettrait à l'Europe de généraliser une harmonisation par le bas des droits sociaux en rendant incontestables dans chaque Etat membre les directives européennes déréglementatrices; l'Europe des régions, l'intercommunalité permettraient de vider de leur contenu démocratique les instances départementales et municipales, les élus mandatés étant remplacés par de simples relais aux ordres, chargés d'appliquer des décisions issues du sommet.

La région, notamment, est pointée du doigt comme le nouvel échelon majeur de l'organisation territoriale de l'Etat, car il semble que les exécutifs régionaux pourront bientôt déroger à la législation nationale. «Le préfet de région acquiert un pouvoir supérieur à celui des ministres de l'actuel gouvernement national», affirme en tout cas Daniel Gluckstein (*Informations Ouvrières*, n° 626). Depuis quelques années déjà, le Parti des travailleurs s'est fait une spécialité de dénoncer ce dessaisissement de la démocratie. Quoi qu'il en soit, il bénéficie de l'engagement syndical d'une grande partie de ses militants: moins intellectuel, plus ouvrier, plus rigoureux, plus «politique» à de multiples points de vue que la LCR, il centralise et diffuse des informations précises et se veut plus

engagé sur le terrain social. Son programme minimum se veut au cœur des aspirations populaires:

- interdiction de tous les licenciements;
- arrêt de toutes les privatisations et renationalisation de tous les services publics;
- retour aux 37,5 annuités pour tous, et maintien de la retraite par répartition à taux plein à 60 ans;
- refus de toutes les formes de fonds de pension et maintien des régimes spéciaux;
- rétablissement et garantie de l'unité de la Sécurité sociale, abrogation des décrets de régionalisation, réouverture des centres de paiement;
- libération du budget de la nation du carcan de Maastricht, qui permettra de créer les milliers de classes et de postes d'enseignants nécessaires; et qui permettra, plus généralement, d'affecter les sommes nécessaires à la création des 80 000 postes qui font toujours défaut dans les hôpitaux, à l'ouverture des crèches et des PMI, et au bon fonctionnement du service public de la Poste;
- abrogation des contrats de travail précaire;
- maintien des prérogatives des 36 000 communes (Bureau national du Parti des travailleurs, 10 juin 2002).

Dénonçant les directives européennes, le Parti des travailleurs a beaucoup insisté sur la réintroduction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, la remise en cause de l'interdiction du travail des enfants de moins de 16 ans, les attaques contre les droits des femmes au travail et les congés de maternité.

*Informations Ouvrières* a publié des analyses détaillées sur les lois Aubry, le prétendu «trou de la Sécu», les attaques contre les retraites, les privatisations. «La démocratie, la justice sociale exigent que soit reconquise dans ce pays l'interdiction absolue du travail des enfants, que la loi d'obligation scolaire jusqu'à 16 ans soit intégralement respectée, que le Code du travail soit restauré dans ses fonctions et l'ordonnance du 22 février 2001 abrogée» (Daniel Gluckstein, «Faisons de ce 8 mars, journée internationale des femmes, une mobilisation pour la reconquête des droits», *Informations Ouvrières*, n° 528, 6 mars 2002).

De même, en avril/mai 2002, le Parti des travailleurs prend une position courageuse: après avoir présenté son secrétaire national au premier tour, il boycotte le second... quoique sous le jour original d'une égale soumission des candidats aux institutions européennes: «Un deuxième tour opposant Chirac à Le Pen, n'est-ce pas la poursuite de cette impasse dans laquelle la soumission à Maastricht et la politique de cohabitation ont conduit le pays ? D'un côté, Chirac voulant poursuivre dans tous les domaines la politique anti-ouvrière et antidémocratique de l'Union européenne. De l'autre côté, Le Pen – l'ultra-réaction –, qui parle de “changement”, mais qui, dans tous les domaines – et son programme l'atteste –, est prêt à réaliser plus rapidement encore, et jusqu'au bout, la même politique: réduction drastique des dépenses publiques, privatisations, remise en cause des régimes de retraite et de la Sécurité sociale, instauration des fonds de pension, remise en cause du Code du travail et des droits ouvriers, mesures discriminatoires contre les travailleurs et les jeunes d'origine immigrée, régionalisation... Bref, tout ce que demande l'Europe de Maastricht» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002).

Le Parti des travailleurs est également à l'origine d'une critique cinglante de la «démocratie participative», dont ATTAC et la LCR font grand cas, en mettant en évidence qu'il s'agit seulement d'un système associant les opprimés à leur propre exploitation.

Chaque élection, quelle qu'elle soit, est pour le Parti des travailleurs l'occasion de parler de l'Europe. Il critique la participation irraisonnée des militants d'extrême gauche aux élections européennes: «Comment se fait-il que, de 1999 à 2004, aucun député français siégeant au Parlement européen, et en particulier aucun des députés qui se réclament de la gauche ou de l'extrême gauche, n'ait publiquement mis en cause le fait que le Parlement européen n'ait pas d'autre fonction que d'enrober les directives européennes d'un joli vernis démocratique ?» (Daniel Gluckstein, «Tous légitiment le Parlement européen», éditorial d'*Informations Ouvrières*, n° 636, 14 avril 2004, p. 2).

Le Parti des travailleurs n'a de cesse de flétrir ces comportements indignes, preuves, selon lui, que Lutte ouvrière et la LCR ont changé de camp et qu'il se retrouve seul en course, seul véritable parti ouvrier. Mais si certaines de ses analyses politiques sont tout à son honneur, on ne peut que regretter que le Parti des travailleurs n'ait pas cultivé une tradition d'autocritique, qui lui eût sans doute évité bien des pièges, et notamment celui d'avoir cristallisé jusqu'à la caricature tous les défauts des organisations politiques.

### **Simplification et alarmisme: obstacles à la construction d'une organisation révolutionnaire**

Première constatation: les simplifications et les raccourcis, peu dignes d'une organisation révolutionnaire, sont deux traits inhérents à la culture politique du Parti des travailleurs. Cela se manifeste notamment par des interprétations douteuses, par exemple à propos des élections présidentielles de 2002: «Le rejet: si l'on considère l'ensemble du corps électoral, il apparaît que six électeurs sur sept ont refusé de voter pour Jacques Chirac, que 7 électeurs sur 8, ont refusé de voter pour Lionel Jospin, 7 sur 8 aussi, ont refusé de voter pour Jean-Marie Le Pen» (Daniel Gluckstein,

«Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002).

Autre exemple caricatural: la virulente protestation du Parti des travailleurs contre l'injonction qui lui est faite de s'intégrer, sur les listes électorales, à la catégorie «extrême gauche», et la conclusion qu'il en tire: «Chaque candidat est suivi de la mention de son appartenance politique... sauf ceux présentés par le Parti des travailleurs, qui ne comportent aucune mention. Plus généralement, comme le dit le point 3 du texte soumis à la signature des candidats, cette grille signifie que le Parti des travailleurs n'existera pas dans la centralisation des résultats... ni, d'ailleurs, dans l'annonce de ses 200 candidats, dissous qu'il est dans la mouvance "extrême gauche" avec laquelle il n'a rien à voir. Une telle décision nationale scandaleuse ne constitue-t-elle pas un premier pas dans l'interdiction du Parti des travailleurs ?» (D.S., «Le Parti des travailleurs nié dans son existence ?», *Informations Ouvrières*, n° 538, 15 mai 2002.)

Peut-être plus caricatural encore, le rejet par l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ), organisation de jeunesse officieuse du Parti des travailleurs, des projets de certains hommes politiques de dépénaliser les drogues douces: il s'agirait en effet de rien moins que d'un... instrument d'endormissement de la jeunesse, un «moyen de destruction» au service du gouvernement ! (M.B., «Cannabis, état de faits ou fait exprès ?», in *Jeunesse Révolution*, n° 6, mars 2001, p. 6.) Que les drogues, en poussant les individus vers des paradis artificiels, participent à les détourner de la réalité, donc des luttes, cela est indéniable; mais de là à dire que les appels de certains partis en faveur de leur dépénalisation ne sont qu'une manœuvre démagogique en direction de la jeunesse, il y avait un pas difficile à franchir. Or, plus encore, la simplification se manifeste dans l'interprétation par le parti des résultats électoraux. Ainsi de cette déclaration, qui n'est pas un simple effet de style mais bel et bien la manifestation d'une constante: «Ce 21 avril, les travailleurs et les jeunes de notre pays ont clairement signifié: il faut en finir avec la politique imposée par l'Union européenne. Il faut en finir avec les plans de licenciements-restructurations, qui plongent le pays dans une désolation grandissante, chômage, précarité et pauvreté frappant chaque jour davantage de larges secteurs de la population. Il faut en finir avec les politiques de privatisation et de déréglementation. Il faut en finir avec l'étranglement des services publics soumis aux contraintes budgétaires de Maastricht. Il faut en finir avec les contre-réformes destructrices de la Sécurité sociale et des retraites, et défendre le droit au départ à taux plein après 37,5 annuités de cotisation pour tous, public et privé. Il faut défendre l'existence des 36 000 communes menacées. Il faut en finir avec la politique de démantèlement des hôpitaux et de l'instruction publique.» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002.)

Il est vrai que, à lire *Informations Ouvrières*, on constate, comme chez d'autres organisations, une identification constante de l'organisation à la classe ouvrière: elle en est bien sûr l'avant-garde, mais elle a tendance à considérer sa pensée propre comme celle de la classe ouvrière et à exercer un monopole d'interprétation des désirs des travailleurs. Cela est notamment le cas en période d'élection, où l'abstention semble être généralement considérée comme un «rejet grandissant» de la politique du gouvernement, mais aussi plus généralement, et parfois de façon caricaturale, comme l'expression collective d'une pensée conforme à celle du parti, indépendamment des diverses causalités du phénomène abstentionniste.

Ainsi à propos des élections régionales de mars 2004: «Le 28 mars, le peuple a rejeté l'Union européenne. Il exige: le maintien de la Sécurité sociale de 1945, le maintien du Code du travail, l'abandon de la régionalisation» (*Informations Ouvrières*, n° 634, 31 mars 2004). Cette substitution se traduit aussi par un mode d'action quotidien: la présentation des militants de l'organisation ou du Parti des travailleurs, non comme tels, mais comme d'anonymes représentants des travailleurs. Sur une pétition, dans un article, dans un meeting, des militants s'introduisent à des titres divers, comme responsables syndicaux, comme simples travailleurs, sans mention de leur affiliation, donnant ainsi à la pensée de l'organisation, à laquelle ils disent souscrire, une dimension universelle, donnant également aux militants eux-mêmes l'illusion que le Parti est soutenu par la grande masse des anonymes.

C'est sans doute pour la même raison que les publications du parti rapportent à leur tour des citations de travailleurs anonymes, souvent très simples, mais mises en exergue: «Un lecteur nous écrit: «Je n'irai pas voter aux régionales et je ne serai pas seul !» (*Informations Ouvrières*, n° 631, 10 mars 2004). «Si la situation est si brillante, on se demande bien pourquoi les infirmières, les cheminots et les fonctionnaires sont dans la rue (un cheminot retraité d'Abbeville)» (*Informations Ouvrières*, n° 483, 18 avril 2001). «Un emploi jeune: Si on se retrouve sans rien dans cinq ans, ça pourrait en énerver quelques-uns et moi le premier» (*Jeunesse Révolution*, n° 2, juin 2000).

Ainsi Daniel Gluckstein peut-il également écrire: «Nous vous informons que le 21 février 2002, lors d'une conférence internationale tenue à Berlin, des femmes de 27 pays se sont constituées en comité international et ont lancé un appel pour la défense de leurs droits»; cette déclaration, sans autre mention, passe sous silence le fait que ce comité, organisé sous les auspices d'une conférence de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (l'Internationale animée par le Parti des travailleurs), est bien loin d'être une rencontre fortuite de simples militantes anonymes et féministes, d'autant qu'il est signé de la plupart des responsables hommes du Parti des travailleurs.

Cette substitution, en effet, est à lier avec une pratique assidue du noyautage.

Ainsi, l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ), créée par des jeunes trotskystes, présente l'apparence d'une création spontanée, et se présente comme le fruit du regroupement en 1998 de «80 jeunes d'Algérie, d'Allemagne, de Suisse et de 25 départements de France» («Qui sommes nous ?», in *Jeunesse Révolution*, supplément départemental (13) à *Paroles de jeunes*, bulletin de préparation de la CMJR (France), n° 2, octobre-novembre 1999, p. 1) sans mention aucune des conditions de rencontre de tous ces jeunes... au sein d'un camp d'été de la Quatrième Internationale.

(Puisqu'il existe presque autant d'Internationales que d'organisations trotskystes, il faut préciser qu'il s'agit de l'Internationale à laquelle appartient le Courant communiste internationaliste, et non le Parti des travailleurs, même si l'Entente Internationale est essentiellement constituée des organisations adhérentes à la Quatrième Internationale, à l'exception de quelques organisations comme l'Union des anarcho-syndicalistes en France.)

Se présentant comme révolutionnaire, l'IRJ n'a pas de programme, pas même de définition de la révolution. Il est vrai que l'absence de liens officiels avec l'organisation «lambertiste» est censée garantir l'indépendance de ces structures: or, en organisant l'implication des militants trotskystes comme une fraction cachée, elle affirme de fait leur inféodation et leur qualité de cheval de Troie du Courant communiste internationaliste. En réalité, il s'agit là d'un trait essentiel de la pratique politique du courant lambertiste.

Il en était en effet de même pour l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS), organisation de jeunesse puissante fondée en 1968. Il faut ainsi, par exemple, attendre le numéro 4 de *Jeune Révolutionnaire*, son organe, pour que le simple nom OCI (Organisation communiste internationaliste) soit cité: l'article fait alors mention d'une lettre envoyée par le Comité central de ce parti, présenté comme une organisation ayant la même ligne politique (Comité central de l'OCI, «Lettre reçue par la rédaction de JR», *Jeune Révolutionnaire* n° 4, 20 janvier 1968, p. 15).

De manière plus claire, l'AJS dit s'être proclamée «comme organisation des jeunes luttant avec leurs aînés de l'avant-garde ouvrière pour la réalisation des tâches grandioses de la révolution socialiste mondiale» et comme «école du communisme» fondant son activité sur «les principes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky» (AJS, «Projet de manifeste», *Jeune Révolutionnaire*, n° 4, 20 janvier 1968, p. 11). Toutefois, l'«avant-garde ouvrière» est présentée comme étant les Comités d'alliance ouvrière (CAO), un autre satellite, et c'est en ce nom que Stéphane Just intervient à la «journée d'études parisiennes de l'AJS», le 29 septembre 1968.

Les liens avec l'OCI ne sont donc pas clairs, et ils ne sont expliqués, de 1968 à 1978, dans aucun numéro de *Jeune Révolutionnaire*. Cela ne veut pas dire que tout le monde soit dupe: les militants savent bien ce qu'il en est, autant ceux de l'OCI que leurs adversaires, mais les récits d'ex-militants montrent également que certains jeunes pouvaient croire en l'indépendance de l'AJS et... ignorer la supercherie, même après avoir adhéré à cette dernière.

L'organisation apparaît donc implicitement comme une création spontanée de jeunes sans principes théoriques définis, et la confusion est telle que le secrétaire de l'AJS de Loire-Atlantique en personne s'y perd: «Nous avons commis au départ l'erreur de penser que l'AJS était la branche jeune des CAO», dit-il dans *Jeune Révolutionnaire* («Interview du secrétaire de la fédération AJS de Loire-Atlantique», *Jeune Révolutionnaire*, n° 4, *op. cit.*, p. 14). En réalité, même réduite à une indépendance organisationnelle, l'indépendance de l'AJS ne saurait être défendue: non seulement les trotskystes y forment une fraction, c'est-à-dire peuvent manipuler certains jeunes un peu naïfs, mais les documents internes de l'OCI (Archives Just., F°delta res 777/III/12: 44, «Bilan travail jeunes») détaillent clairement les finances de l'AJS, révélant une circulation d'argent et sa qualité certaine de structure neutre permettant d'attirer des individus sur des bases politiques et pratiques simples, pour ensuite orienter les plus déterminés vers l'OCI. Or, il s'agit d'une pratique typique du lambertisme... et le plus déconcertant est que les militants lambertistes semblent croire à leur propre discours.

Les élections peuvent également apparaître comme un élément au service de cette politique. Ainsi, au-delà des municipales, la récolte des signatures de maires aux présidentielles est l'occasion pour le Parti des travailleurs de prendre contact avec des élus attachés à la défense de la démocratie communale. Ce lien tient une place prépondérante dans le «Carnet de route» d'*Informations Ouvrières* (n° 523). Il s'agit surtout de fidéliser et d'affermir leur éventuel soutien par «la possibilité de constituer ensemble des comités pour la reconquête de la démocratie et pour la défense des services publics», qui ne seraient pas seulement «une simple projection du Parti des travailleurs» mais «un point d'appui» (Daniel Gluckstein, «Le Parti des travailleurs sera présent à l'élection présidentielle», conférence de presse à l'issue du conseil national du PT, les 12 et 13 janvier 2002, *Informations Ouvrières*, n° 521, 16 janvier 2002).

Toutefois, ce ne sont pas eux qui sont destinés à servir de points d'appui à l'élection présidentielle, mais l'élection présidentielle qui est destinée à leur servir de piédestal: «La présentation d'une candidature à l'élection présidentielle est un moment de ce combat, un point d'appui» (*ibidem*). Il y a donc peut-être des raisons strictement tactiques à la lutte contre l'intégration des 36 000 communes de France à des communautés de communes, celle-ci étant

perçue comme un outil de destruction de la République, soit le second «aspect essentiel» (ibidem) de la campagne pour les élections présidentielles d'avril-mai 2002.

Ce substitutisme quotidien, malgré des prétentions inverses, sert de palliatif à la médiatisation du parti: il donne l'illusion aux militants que le parti se développe, renforçant ainsi les liens de la communauté organisationnelle. Il permet de créer des structures neutres et anonymes d'accueil d'éventuels nouveaux adhérents, que ceux-ci ignorent ou soient prévenus contre le Parti des travailleurs, dont l'existence va leur être introduite petit à petit. L'Association de défense de la démocratie communale, le Comité pour l'abrogation du Traité de Maastricht, le Comité international «Vie sauve pour Mumia Abu-Jamal», le Comité pour un vrai syndicat étudiant ou encore celui pour la défense de la gynécologie médicale – la liste en serait longue – attirent ainsi des militants, des élus, des professionnels, que le parti va tenter d'intégrer de plus en plus à sa vie et à son action. A dire vrai, la pratique électorale du Parti des travailleurs ne peut cacher que le recrutement et la collecte d'argent sont deux traits essentiels de sa culture politique.

### **Recrutement et argent: les deux mannes d'une entreprise politique**

Le recrutement, en soi, ne saurait être considéré comme un mal. Se développer est l'objectif premier d'une organisation, et seule la CNT-AIT, peut-être, peut témoigner d'une certaine défiance à l'égard de l'accroissement du nombre de militants: «Vouloir construire une organisation numériquement importante, en singeant les “grandes organisations” du paysage politique ou syndical actuel conduit à tout, sauf à la rupture» (Jean Picard, «Réflexions militantes», [http://cnt-ait.info/article.php3?id\\_article=902](http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=902)). Pour le Parti des travailleurs, en revanche, la quête de nouvelles adhésions semble être un objectif primordial.

Un tract connu et attribué à l'OJTR ne donne pas que dans la provocation lorsqu'il écrit: «Pour certains du genre AJS, se montrer et se compter devient même le summum de l'action !»

Depuis les années 70 et 80, l'organisation lambertiste a accru l'importance du développement numérique et financier, armature de la «méthode objectifs/résultats» caractérisée par la fixation par l'organisation, à échéances régulières, de nouveaux objectifs très précisément définis à atteindre par les militants. L'ouvrage de Benjamin Stora, *La dernière génération d'Octobre*, témoigne ainsi, par leur intégration dans des chronologies où ils interviennent à égalité avec les grands événements internationaux, de l'importance des objectifs financiers définis par le parti. (Ce livre, l'avant-dernier-né des souvenirs d'ex-militants lambertistes, présente l'étrange paradoxe de figurer parmi les plus honnêtes, tout en évacuant un certain nombre de réalités dérangeantes: on y remarque notamment l'absence de distance critique de Benjamin Stora ainsi que son silence sur son activité au Comité central de l'organisation.)

A cette époque, la formation des militants se raccourcit: de plus en plus de militants, extraits notamment des organisations de jeunesse et des structures satellites, doivent être intégrés à l'organisation. Cette course folle atteint de tels sommets qu'elle inquiète une partie des cadres, notamment Stéphane Just et ses camarades. Toutefois, s'il s'est un peu assoupli, ce trait est devenu constitutif de la culture politique du Parti des travailleurs. Chaque couverture d'*Informations Ouvrières* est l'occasion de rappeler le nombre d'abonnés, celui des adhérents, le montant des sommes récoltées pour telle ou telle campagne, l'objectif à accomplir. Comme un clin d'œil au «parti des 10 000» des années 60 et 70, le Parti des travailleurs organise ainsi chaque année, en grande pompe, une «campagne pour les abonnements d'été».

Les élections, notamment, cristallisent les déclarations auto-célébratoires, par exemple autour des présidentielles et législatives de 2002: «A travers les 59 meetings et réunions publiques tenus par le candidat du Parti des travailleurs, et les dizaines d'autres tenus dans toute la France, près de 400 nouveaux adhérents ont d'ores et déjà rejoint notre parti, et la diffusion de notre hebdomadaire *Informations Ouvrières* a connu une progression significative, passant le cap de 6200 abonnements permanents» (Daniel Gluckstein, «Le rejet: c'est la marque du scrutin du 21 avril», *Informations Ouvrières*, n° 535, 24 avril 2002).

*Informations Ouvrières* est, à ma connaissance, le seul journal où l'on peut lire pendant des pages et des pages le récit par les militants, euro après euro, numéro après numéro, adhérent après adhérent, de leurs gains comme de leurs ventes.

Il faut dès lors constater que ce trait provoque quelques conséquences malheureuses. L'autocélébration occasionne la perte du sens des réalités. Elle accroît le phénomène de «bulle», de contre-communauté, qui isole les militants du monde extérieur et les lie affectivement à l'organisation. L'alarmisme du parti quant à une situation sociale toujours plus dégradée, des ennemis politiques toujours plus agressifs, l'absence de toute solution alternative en dehors du Parti des travailleurs, légitiment l'emploi du terme de secte. En faisant du développement de l'organisation un but en soi, et non plus un moyen d'atteindre des objectifs, les militants sont amenés à perdre le sens de l'engagement, à n'avoir plus de lien politique avec le parti, voire à lui être aliénés, ce qui accroît encore l'emprise de la bureaucratie partidariaire. Plus que d'autres, le Parti des travailleurs a fait de son autoperpétuation une fin en soi, ce qui facilite toutes les évolutions politiques.

Par exemple, le Parti des travailleurs, qui a de bon droit dénoncé la loi sur la parité comme une atteinte à l'égalité, et qui se targue de ne pas bénéficier de financements de l'Etat et de garantir son indépendance en reversant ceux-ci à «un fonds d'aide ouvrière international», peut, sans créer de remous internes, annoncer dans *Informations Ouvrières* qu'il va accepter de se plier à la loi sur la parité sous peine de... perdre les financements qu'il dit rejeter. On voit bien, alors, que ce n'est pas la mentalité en soi qui est à mettre en cause: les moyens seront toujours reliés aux fins.

### **Des ambiguïtés de la «reconquête de la démocratie»**

Les élections peuvent illustrer d'autres hésitations, d'autres volte-face, qui ne se limitent pas à des considérations tactiques, même s'il s'agit toujours officiellement de cela. Ainsi, alors qu'en 1994 Daniel Gluckstein est à la tête d'une liste pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie, qui ne récolte que 0,43% des suffrages, le Parti des travailleurs décide, en 1999, de ne plus se présenter aux élections européennes. Après avoir dressé la liste de tous les reculs sociaux imputables à la construction européenne, *Informations Ouvrières* s'exclame: «Voilà le programme de l'après-13 juin. Aucun mandat aux institutions européennes ! Ne votez pas !» («L'Europe dont personne ne parle», *Informations Ouvrières*, n° 388, 9 juin 1999, p. 2). Il s'agit en effet d'exprimer son rejet «des politiques de déréglementation et de privatisation, de licenciements et de flexibilité découlant des traités de Maastricht et d'Amsterdam», dont les différents gouvernements nationaux, de droite ou de gauche, seraient tous des «relais». Il s'agit aussi de rejeter le «prétendu «Parlement» européen» («Le rejet», *Informations Ouvrières*, n° 389, 16 juin 1999, p. 2).

Il est alors curieux de noter que la prise de position «travailliste» semble à la fois relever d'un calcul démagogique et d'une position de principe, et non d'une analyse politique. En effet, Marie-Claude Schidlower, tentant de répondre à la question «Avons-nous eu raison ?», le fait par un article dont la moitié est consacrée à l'énumération des chiffres de l'abstention. (Marie-Claude Schidlower, «Avons-nous eu raison ?», *Informations Ouvrières*, ibidem, p. 7). Cela veut-il dire, alors, que c'est l'attitude de la majorité qui détermine la légitimité d'une position politique, ou, en d'autres termes, qu'il faut tâcher de prévoir et de s'adapter aux fluctuations des masses ? Comme si les travailleurs n'étaient pas suspects de réactions souverainistes et d'opinions réactionnaires, ou simplement d'une attitude passive aux multiples causalités !

D'autre part, si le Parlement est présenté, à bon droit, comme une assemblée fantoche et sans marge de manœuvre, la perspective d'un usage tribunicien de cette élection n'est absolument pas envisagée dans *Informations Ouvrières*, comme si l'Europe devait signifier «le Mal», comme s'il y avait un abîme de nature entre Europe et Cinquième République, que les lambertistes ont pourtant toujours dénoncée. Car il est vrai qu'identifier la participation à des élections à une acceptation du régime qui les organise est une position lourde de sous-entendus: le Parti des travailleurs ne se retrouverait-il pas à légitimer la Cinquième République et ses différents rouages, puisqu'il se présente aux autres élections ? Toutefois, la position adoptée par le Parti des travailleurs en juin 2004, à partir des mêmes constatations sur la politique de l'Union européenne, est tout autre. En 2004, il s'agit d'axer la campagne sur la défense de la Sécurité sociale et... la dénonciation de l'Europe.

D'une part, il est vrai, le parti dénonce à nouveau la fonction du Parlement européen ainsi que le rôle que les élus y jouent. Mais il part de ce même constat pour aboutir à la conclusion: «Il y aura donc des listes du Parti des travailleurs à ces élections européennes» (*Informations Ouvrières*, n° 637, 21 avril 2004, p. 3). Daniel Gluckstein change donc complètement d'optique: «Pour nous [...] se présenter ou non à des élections n'est pas une question de principe. Et je dirais, même s'agissant d'institutions aussi frelatées et antidémocratiques que le «Parlement» européen, ce n'est pas une question de principe».

Dès lors, le Parti des travailleurs semble adopter une position moins idéologique en se déclarant déterminé à utiliser l'élection pour que son message, celui du rejet de la Constitution européenne, de Maastricht, de l'Europe, «puisse être entendu», «précisément [...] dans ce cadre où les uns et les autres, à part nous, sont sur le terrain de l'acceptation des institutions de l'Europe» (ibidem). Il s'agirait encore de témoigner la volonté de résistance du parti. A en croire Daniel Gluckstein, cette nouvelle orientation fut adoptée à la majorité du Conseil national et validée par 85% des délégués, contre 15% soutenant la position traditionnelle voulant qu'il serait contradictoire de se présenter aux élections d'un régime qu'on dénonce. Tout en ne rejetant pas a priori ces statistiques, il faut aussi préciser ce que tout ancien militant sait: le contrôle social, à l'intérieur du parti, est si fort que l'accroissement du nombre de consultations (bien réduit) n'empêcherait pas les militants de continuer à avaliser des revirements pourtant contraires à leur formation et à leur culture politique.

Quoi qu'il en soit, en cessant de considérer que le fait de se présenter ou non à des élections relève d'une question de principe, une idée que certains anarchistes primaires défendent, le Parti des travailleurs semble avoir fait peau neuve. Réflexion sur l'usage des élections mise à part, une organisation révolutionnaire doit pouvoir saisir tous les moyens de se faire connaître et surtout de faire connaître ses idées. L'élévation du niveau de conscience paraît devoir être une tâche de tous les instants. Toutefois, le Parti des travailleurs est-il une organisation révolutionnaire ? Et son Courant communiste internationaliste en est-il une ?

La question mérite d'autant plus d'être posée que le Parti des travailleurs n'a de cesse de rejeter, pour le désigner, le qualificatif d'«extrême gauche», qui équivaldrait, selon lui, à la «gauche de la gauche», c'est-à-dire à une fraction combative mais partie prenante d'une identité de gauche, au même titre que le Parti socialiste ou les Verts. Il entend ainsi insister sur sa filiation vis-à-vis de la «gauche» historique, dont il serait le dernier représentant.

D'une part, il est vrai qu'il oublie un temps pas si lointain où le PCI servait de garde rapprochée au Parti socialiste mitterrandien, un temps où il modérait ses critiques à l'encontre du gouvernement. D'autre part, il faut noter que le programme du Parti des travailleurs est toujours un programme minimum, l'ultime aboutissement étant toujours enfermé dans la vague et démagogique formule de la «convocation d'une Assemblée constituante qui décidera des formes de la démocratie voulue par le peuple».

Dès lors, il s'agit surtout pour nous de mesurer les conséquences de son insistance sur le rôle de l'Europe. En effet, s'il est vrai que, pour le Parti des travailleurs, l'horizon est la «reconquête de la démocratie», c'est bel et bien la République, autrefois honnie, qui est proposée comme un contre-modèle, positif, à celui, néo-totalitaire, de l'Union européenne (Daniel Gluckstein, «L'actualité confirme la nécessité de mettre à l'ordre du jour la reconquête de la démocratie», *Informations Ouvrières*, n° 522, 23 janvier 2002). En réalité, le Parti des travailleurs semble confondre la défense des acquis avec celle des cadres dans lesquels (mais aussi contre lesquels) ils ont aussi été conquis: la République et la nation, implicitement liées à l'idée de démocratie.

«Au nom de l'Union européenne, sont remises en cause, avec la régionalisation, l'unité de la République et de la nation, les conquêtes de la Révolution française. [...] Ces atteintes sont portées à un tel niveau, remettant en cause les acquis de la démocratie politique, que la Quatrième Internationale considère devoir inscrire dans son combat la défense de toutes les conquêtes qui ont précisément fondé la démocratie politique.» (Pierre Lambert, «La Quatrième Internationale et la démocratie», conférence donnée en décembre 2000, in Daniel Gluckstein et Pierre Lambert, *Itinéraires*, Rocher, 2002, p. 208.)

Il ne s'agit pas de dire que le Parti des travailleurs a pris le parti de l'impérialisme français mais, à trop diaboliser l'Union européenne, il en arrive à certaines extrémités. S'il s'agit toujours de lutter contre la Cinquième République, on ne peut que constater un accroissement de la confiance en l'Etat et en la nation.

En premier lieu, en expliquant que l'Europe est le valet de l'impérialisme américain, le Parti des travailleurs en arrive à présenter comme des victimes ceux-là mêmes qui sont les artisans d'une politique capitaliste. Daniel Gluckstein, en insistant sur le rôle de l'Europe - «l'Europe, c'est les privatisations, l'Europe, c'est l'éclatement de la République une et indivisible, c'est les décentralisations, c'est les délocalisations» -, développe une position très confuse qui ne désigne pas la véritable cause du problème: le capitalisme. Ainsi, à force d'insister sur l'étendue de la remise en cause, de multiplier les comparaisons audacieuses entre la France de 2004 et l'Italie de 1926, d'opposer Jules Ferry (véritablement glorifié dans *Itinéraires*) aux différents ministres de l'Education nationale, le Parti des travailleurs ne procède à rien de moins qu'à une réhabilitation de la Troisième République.

Un maire d'une petite commune, Gérard Schivardi, porte-parole de la révolte de 2 000 de ses collègues, a ensuite dénoncé la casse méthodique de la République et des services publics par la régionalisation et les directives de Bruxelles, et a invité à se saisir des élections cantonales de mars prochain comme point d'appui et de ralliement. «[...] Oui, sans autre appui que celui de milliers de travailleurs, de citoyens réunis dans les centaines de petites réunions, dans les meetings pour organiser dans chaque ville cette bataille, une force indépendante se rassemble, fidèle à la République de la Révolution française, contre la régionalisation, pour la rupture avec l'Union européenne, pour la reconquête de la démocratie, des services publics et des droits fondamentaux des travailleurs» (Yann Legoff, «Un appel entendu», *Informations Ouvrières*, n° 626, 4 au 10 février 2004, p. 2).

La République serait-elle l'égale du socialisme ? La notion de démocratie, au cœur de ce projet de reconquête, n'est, semble-t-il, conçue ni tout à fait comme la démocratie bourgeoise, ni comme le socialisme. Mais est-elle un programme minimum ou un programme maximum ? A en croire le Parti des travailleurs, l'abrogation du traité de Maastricht, programme le plus minimum et le plus réformiste qui soit, constituerait une sorte de panacée, un coup de baguette magique pouvant tout résoudre. Le parti, pour autant, ne se penche aucunement sur les conditions et les conséquences de la réalisation de cette mesure. De plus, à force d'insister sur l'«exception française» et de donner au terme de nation, même opposé à l'Europe des régions, un contenu positif, le Parti des travailleurs risque d'intégrer à sa culture de nouveaux éléments douteux susceptibles de l'entraîner sur une position bien savonneuse.

D'ores et déjà, le glissement s'opère. La lutte contre l'intercommunalité s'accompagne ainsi d'un éloge de la démocratie communale. Le Parti des travailleurs refuse de se présenter aux élections régionales de mars 2004, mais valorise sa présence aux cantonales du même mois. Il met en évidence le taux d'abstention aux premières, mais se garde de s'attarder sur celui des secondes. Le Parti des travailleurs qui, depuis 1984, continue malgré tout d'espérer la désaffection du Parti

socialiste et du Parti communiste, fait grand cas des discussions avec les anciens staliniens, qui sont régulièrement extrapolés dans *Informations Ouvrières*. Il en fut ainsi pour Jean-Jacques Karman, ou pour Rémy Auedé, qui, pourtant, après avoir fait liste commune avec le MDC aux régionales de 1998, soutient encore Chevènement aux dernières présidentielles.

Mais, plus encore, le Parti des travailleurs ne craint pas de présenter directement des listes communes avec le MDC, l'odieux parti nationaliste de Jean-Pierre Chevènement, auteur des circulaires du même nom. Il ne craint rien, enfin, lorsqu'il affirme qu'il appartient au projet d'Assemblée constituante, non de servir d'introduction à un changement révolutionnaire, mais de «refonder une authentique République» («La démocratie, c'est le peuple souverain», déclaration du Bureau national du PT, 29 mars, *Informations Ouvrières*, n° 634, 31 mars 2004, p. 3). En résumé, il semble bien que le Parti des travailleurs surfe sur une vague populiste afin d'agréger à son organisation tous les déçus de l'Europe, tous ceux qui vénèrent la République, quitte pour cela à faire des concessions au souverainisme.

### **En guise de conclusion**

Le Parti des travailleurs développe quelques analyses intéressantes: l'Europe est bel et bien une étape qualitative dans le cadre de l'association capital/travail, la démocratie participative est bel et bien une fumisterie, les étudiants ont bel et bien besoin d'un véritable syndicat. On ne peut que constater le caractère souvent concis de ses informations et prises de position, la précision et la lisibilité de ses revendications. Le Parti des travailleurs a très tôt décrypté les mécanismes de constitution de l'Europe de Maastricht, l'intégration approfondie des organisations syndicales et politiques par le biais de la subsidiarité. Sa forte implantation syndicale lui permet de détailler les projets de loi et les mesures gouvernementales avec rigueur et d'en livrer parfois des analyses pertinentes, bien loin de l'empirisme sentimental de certains anarchistes. Toutefois, une fois enlevée ce qui se révèle être une armature para-syndicale, le consommateur politique et le militant se heurtent au flou de son programme de plus long terme. Or, c'est précisément son projet de société, et non pas ses revendications – qui, si elles sont bienvenues, ne constituent pas la raison d'être d'une organisation politique –, qui éclaire la nature du Parti des travailleurs et conditionne les réactions que nous devons avoir à son égard.

En effet, la plupart des revendications du Parti des travailleurs sont des exigences de court terme, auxquelles il est difficile de ne pas donner son adhésion. Et c'est sur de semblables chartes minimalistes (défense de la Sécu, abrogation du traité de Maastricht, etc.) que le parti se présente aux élections, crée des comités, des associations, pour recruter des militants sur des bases très concrètes, très précises, mais aux implications non moins floues. Se cantonner à cela serait mésestimer la véritable nature du lambertisme.

Ainsi, il serait vain de rechercher dans *Informations Ouvrières* une quelconque dimension théorique; de même, dans les années 60 et 70, l'OCI aurait pu se targuer d'être la seule organisation d'extrême gauche à n'avoir pas intégré à sa culture les perspectives relativement nouvelles du féminisme. Pour le lambertisme, la réflexion théorique s'est arrêtée avec la mort de Trotsky en 1940: dès lors, tout a été dit, et l'unique référence devient le parcours même de l'OCI-PCI.

La théorie lambertiste manque singulièrement d'actualité, ce qui peut encore accroître l'incommunicabilité entre ceux qui l'ont assimilée et les «autres» militants révolutionnaires. Dans *La Vérité*, organe du CCI, les seules réflexions sont économiques... et d'ailleurs parfois quelque peu vaseuses. Malgré tout, un jeune qui adhère au Parti des travailleurs, confronté à l'absence totale de formation et en quête de réflexions plus théoriques, est presque nécessairement voué à adhérer au CCI, qui présente l'avantage de dispenser une formation à ses adhérents, qui plus est relativement cohérente. Toutefois, même au CCI, où l'on se réfère à la révolution bolchevik, le long terme est flou, notamment en ce qui concerne le Parti des travailleurs, car on oscille entre prôner une instrumentalisation au service d'une révolution trotskyste et se limiter à une «Assemblée constituante». Surtout, on sent bien qu'il y a un décalage entre la référence à Trotsky et la défense de la République.

Dès lors, étant donné l'absence de démocratie interne, le long terme dépend des fluctuations de la lutte entre les différents clans de la bureaucratie et des choix de celle-ci. De fait, c'est uniquement en décortiquant les différents aspects de sa culture politique que l'on peut être à même de se faire une idée des évolutions possibles du Parti des travailleurs et de caractériser sa nature de parti néostalinien. Sachant que la multiplicité des niveaux de cloisonnement, notamment dans le cadre des relations brumeuses avec Force Ouvrière, accroît le manque de lisibilité. Avoir milité au Parti des travailleurs, comme Daniel Erouville (*Qui sont les trotskystes?*, L'Harmattan, 2004), sans avoir pris conscience du problème fondamental que représente le phénomène bureaucratique, c'est avoir perdu son temps. Tant que le lambertisme n'aura pas pris conscience de la nécessité d'une réflexion profonde sur le phénomène organisationnel, et il est illusoire qu'il s'y attelle, l'on ne pourra que craindre les dangers d'une évolution politique vers des positions bien moins révolutionnaires, bien plus nationalistes, et surtout prévoir son évolution vers des positions véritablement réactionnaires. (Ainsi, le Comité pour la réintégration des exclus du Parti communiste internationaliste, fondé par Stéphane Just après son exclusion, avait progressé en tant qu'organisation en prenant quelques

mesures formelles pour le retour à une véritable démocratie interne. Toutefois, en évoquant le «révisionnisme» comme principal problème du Parti communiste internationaliste, en se cantonnant à l'analyse marxiste traditionnelle qui fait de toute organisation politique le strict reflet de la lutte des classes, en refusant de réfléchir au poids très important de la culture politique et des comportements individuels, cette organisation ne pouvait qu'imiter la maison mère.)

Où va le Parti des travailleurs ? Bien malin qui saurait répondre à cette question. Toutefois, son rapport aux élections entre dans le cadre de son rapport au monde. Il renforce parfaitement son visage de secte politique isolée du monde réel et se complaisant dans un millénarisme d'autant plus effrayant qu'il émane d'un groupe bureaucratique, d'une entreprise politique se contentant d'engranger des bénéfiques et ne se souciant que de son auto-perpétuation sans aucune considération pour sa raison d'être et sa finalité, d'une armée en marche au sein de laquelle les individus, s'ils ne sont pas aux commandes, n'ont aucune autonomie de pensée.

Tout cela ne peut que conduire à considérer que le Parti des travailleurs, qui n'est, pour reprendre l'expression de Georges Petit, que «subjectivement antistalinien» (Petro (Georges Petit), «Trotskysme et stalinisme», in *Socialisme ou Barbarie*, n° 10, juillet-août 1952, p. 40), est un regroupement malfaisant pour lequel il ne saurait être question de voter – pour ceux qui gardent des illusions sur le vote contestataire – et avec lequel il ne saurait être question de s'acoquiner durablement. Il me semble en effet, et c'est là pour moi la première leçon à tirer de la révolution russe, comme la première leçon de mon engagement lambertiste (tout jeune militant, j'ai appartenu au Parti des travailleurs, et non à son Courant communiste internationaliste, de 1999 à 2001), qu'il existe un rapport intrinsèque entre démocratie interne et externe, entre fonctionnement/culture organisationnels et projet de société. Ainsi, s'il est vrai que le Parti des travailleurs peut encore donner, à ceux qui ont oublié ce qu'il peut être, quelques leçons de militantisme; s'il n'est pas exclu que nous menions certains combats aux côtés de ses militants, il ne faut pas oublier que ceux-ci, issus du trotskysme, nés en tant que secte de son incapacité à comprendre l'origine de la bureaucratisation, n'ont plus avec lui aujourd'hui qu'un rapport idéologique et ne sont même pas dignes de figurer au sein de ce que Paul Mattick appelait le «vieux mouvement ouvrier». De tous ceux qui se réclament de ce mouvement et de son histoire, les militants du Parti des travailleurs sont en effet et sans conteste ceux qui ont le moins appris de ce siècle.

**Karim Landais** (2005)